

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Les-renouvelables-paient-la>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°43 > **Les renouvelables paient la facture du nucléaire**

1er août 2009

Les renouvelables paient la facture du nucléaire

En pointe dans les années 70, la France a sacrifié sa recherche sur l'autel de l'atome. Et tente aujourd'hui de combler son retard pour atteindre les 23 % d'énergie non fossile en 2020.

Il s'appelait Comes. Pour Commissariat à l'énergie solaire. Et son existence quasi furtive raconte le côté je "t'aime-moi-non-plus" de la France et des énergies renouvelables ces trente dernières années. On est à la fin des années 70. Le monde vient de subir le premier choc pétrolier et s'apprête à en vivre un deuxième. L'indépendance énergétique est tendance. Lancé en 1978, le Comes, établissement public, est censé soutenir la recherche et le développement de la filière solaire. D'elle, doit venir la lumière. On espère alors qu'elle pourrait représenter 5 % à 25 % des besoins énergétiques de la France. "À cette époque héroïque, dans l'effervescence d'une recherche effrénée d'alternatives à la dépendance pétrolière, un grand nombre de brevets furent déposés qui, aujourd'hui encore, constituent le cœur de l'industrie photovoltaïque mondiale, écrivent Marc Jedliczka et Didier Lenoir¹. La France figurait alors parmi les pays les plus dynamiques." En 1983, EDF inaugure la centrale solaire Thémis, dans les Pyrénées-Orientales.

L'énergie géothermique est également à la pointe. Mieux : c'est une priorité politique. Entre 1980 et 1986, une cinquantaine d'opérations de réseaux de chaleur urbains sortent de terre. Et exploitent, en Île-de-France, l'aquifère (réserve d'eau souterraine) du Dogger, à environ 1 800 m de profondeur, dont la température est de 70-80°C.

Et puis, tout se fige.

Le contre-choc pétrolier fait son œuvre. L'indépendance énergétique est reléguée loin des priorités, comme la lutte contre le chômage. Les politiques n'y croient plus. Surtout, le nucléaire écrase tout. Le Comes est intégré en 1982 à l'Agence pour les économies d'énergies, ancêtre de l'Ademe, qui voit ses crédits de recherche fondre sous les gouvernements Fabius et Chirac. En 1986, EDF arrête Themis. Pas rentable. La centrale solaire a pourtant fait école à l'étranger et a repris du service en France en 2007.

Aujourd'hui ? La France a dilapidé son capital. Le numéro 1 mondial de la fabrication d'éoliennes ? Danois. Les leaders du photovoltaïque ? Japonais, allemands. Comment la France a-t-elle laissé aux autres l'innovation, l'expérimentation et le développement industriel de ces filières ? Pourquoi a-t-elle raté le virage des renouvelables ? "L'efficacité des premiers programmes d'économie d'énergie ajoutée au ralentissement de la croissance ont provoqué une surproduction d'énergie, raconte Pierre Radanne, ex-patron de l'Ademe, et président de l'association Futur Facteur 4." Cédric Philibert, ex-conseiller du ministre français de l'Environnement en 1988, et désormais à la division "efficacité énergétique et environnement" de l'Agence internationale de l'énergie, confirme : "En 1981, la France avait 12 réacteurs de trop. Cette surcapacité a été dévastatrice pour la politique d'économie d'énergie en général et les renouvelables en particulier. Elle a obéré toute alternative. Au nom de l'efficacité énergétique, la France a mis tous ses œufs dans le même panier : le nucléaire. Et a délaissé la recherche et le développement des renouvelables, alors perçues comme inefficaces. Elle s'est arc-boutée sur une solution qu'elle pense maîtriser plutôt que de se lancer dans des alternatives qu'elle pensait mal maîtriser." Le choix du tout-nucléaire a pesé lourd. "Sans même rentrer dans le débat 'pour ou contre', le problème, ce sont les conséquences économiques du choix du tout-nucléaire, insiste l'ancienne ministre de l'Environnement, Corinne Lepage." La faute aux géants français, EDF-GDF ou Total ; au lobby des technocrates à l'énergie fossile ? "Cette politique d'électricité à bas coûts s'est opposée à tout effort d'économie d'énergie. On peut les blâmer, mais c'est surtout la politique qui a arrêté de faire son travail, estime Raphaël Claustre, directeur du Comité de liaison énergies renouvelables (Cler). Les grandes entreprises ont occupé le terrain laissé vacant."

Ajoutons à cela le centralisme.

Peu enclin à voir pousser ces énergies renouvelables, forcément décentralisées. "Notre vision colbertiste de l'énergie l'a emportée sur l'innovation, déplore le député (Vert) Yves Cochet. Pourtant, les Français fabriquaient des éoliennes, du photovoltaïque, des chauffe-eau solaires. Nous étions en pole position." Oui, mais voilà : de course, il n'y eut pas. "L'opposition intellectuelle entre les partisans de la centralisation [nucléaire] et de la décentralisation [renouvelables] a profité au nucléaire", dit Pierre Radanne. Ce clivage raconte, selon lui, "pourquoi les États plus décentralisés sont aussi ceux qui sont en pointe dans les renouvelables [Allemagne, Japon, ndlr]." Un péché originel guidé par un messianisme énergétique. "La France et son élitisme technocratique ont eu cette idée développementaliste, portée par la gauche, de la fée électricité nucléaire qui allait illuminer le monde", analyse-t-il.

Peut-être. Mais la France n'a pas été isolée dans son surf sur le pétrole moins cher. Ni la seule à considérer l'environnement comme une variable d'ajustement. "Peu d'États n'ont pas connu de pause dans les renouvelables à cette époque, poursuit Raphaël Claustre. Mais cette pause a été beaucoup moins longue dans d'autres pays." Les années 90 peuvent en attester... "Les renouvelables ont souffert de la politique du courant alternatif alors qu'il aurait fallu du courant continu, renchérit Pierre Radanne. Collectivités locales, ministères ou chercheurs ont toujours fait du "stop and go" et n'ont pas permis de développer des vraies filières de PME. Comment promouvoir du chauffe-eau solaire si le soutien public fonctionne une année sur deux ?"

Aveuglement ? Dogmatisme ?

"La doxa, c'était que ça ne servait à rien, rappelle Corinne Lepage, à l'Environnement sous Juppé (1995-1997). Ce n'était même pas en débat. Mon ministère n'avait pas la maîtrise de l'énergie. Et le nucléaire, c'est un peu un État dans l'État." Témoin, cet épisode édifiant, lors de la loi sur l'air. "J'avais fait voter une disposition rendant obligatoire les conduits de cheminées dans les constructions, pour sortir du tout-chauffage électrique. Le décret n'est jamais sorti."

L'Europe a poussé la France à sortir de son moins faisant "renouvelables". L'opinion a relayé et les politiques ont fini par embrayer. Le tournant ? 2003 : canicule, cyclone Katrina, envolée du baril. Et prise de conscience d'un basculement climatique. À 64%, les Français pensent que "les pouvoirs publics devraient privilégier le développement des nouvelles formes d'énergie". Et plébiscitent à près de 70% l'électricité à partir de renouvelables. La France s'est donnée l'objectif de consommer 23% d'énergies renouvelables en 2020 (contre 10,3% en 2005). Atteignable ? Si les politiques n'indexent pas, une fois encore, leur ambition sur le prix du baril.

**Guillaume Launay,
Christian Losson et Laure Noualhat**

Source : Libération du 2 avril 2009

1 : Sujets ou citoyens,
éléments pour un livre gris
de l'énergie en France, Cler.